

EUROPA

CRISE DES DETTES

Introduits en euro

Raymond Klein

Les discussions autour de la crise de l'euro sont centrées autour des difficiles montages financiers et des réticences nationalistes. La cause du mal est plus profonde et plus politique.

Il les a cherchées, les blagues faciles du genre « Juncker égale Flunker » - de l'allemand « flunkern », c'est-à-dire mentir, tricher, bluffer. Le 20 avril, le Premier ministre luxembourgeois et président de l'eurogroupe avait expliqué lors d'une conférence que, malgré son éducation catholique, il avait souvent dû mentir afin de contrecarrer des rumeurs, notamment en matière de politique financière. Deux semaines plus tard, il a lancé, par porte-parole interposé, un des plus gros mensonges de sa carrière : un démenti d'une réunion secrète de quelques ministres des finances au sujet de la crise grecque. Comme Jean-Claude Juncker l'a expliqué plus tard, il s'agissait de ne pas amplifier les rumeurs qui avaient déjà entamé le cours de l'euro sur les marchés des changes. L'ennui, c'est que ce mensonge vite démasqué a ébranlé la crédibilité du président de l'eurogroupe. En particulier, son assertion qu'une sortie de la Grèce de l'euro ne faisait pas l'objet de discussions n'a convaincu personne.

Mensonge officieux encore, de la part de Juncker et de ses collègues politicien-ne-s : l'économie mondiale serait sortie de la crise, et les marchés financiers comme les particuliers auraient tort de s'inquiéter du problème de la dette grecque. Cet optimisme de façade n'est pas partagé par les experts qui, à côté de quelques indicateurs de reprise, relèvent la persistance de problèmes structu-

rels comme l'endettement américain et une anémie de la demande européenne.

Pourtant, certains estiment que d'un point de vue purement économique, la crise grecque ne fait pas le poids. En effet, comme il est relevé dans le dossier de la revue Alternatives économiques « Dettes publiques : qui doit payer ? », la dette grecque ne représente que 4,2 % de la dette publique totale de la zone euro. Même si on rajoute le Portugal et l'Irlande, aux finances publiques également en crise, on reste en-dessous de 10 % de la dette totale. Une prise en charge partielle par les partenaires ne représenterait qu'une somme de quelques centaines de milliards d'euros, environ 2 % du PIB annuel de l'ensemble de la zone. Bien entendu, une telle prise en charge est en principe interdite par l'article 125 du traité de Lisbonne, mais les crédits déjà accordés par les autres Etats depuis un an représentent une prise en charge de fait.

Poker politique périlleux

Vue à l'échelle de l'Europe, la crise de la dette grecque ne constitue donc pas, comme le présentent la plupart des politiciens, un problème macroéconomique, mais bien un problème politique. Si la zone euro dans son ensemble avait soutenu sans tergiverser la Grèce dès le printemps 2010, les marchés se seraient vite calmés. Mais l'eurozone ne dispose pas d'un gouvernement économique capable de prendre et d'exécuter de telles décisions - d'où une incertitude sur les issues possibles de la crise. Incertitude qui oblige les investisseurs et incite les spéculateurs à prendre

des paris - sur la Grèce mais aussi sur l'eurozone en général - ce qui, en retour, multiplie les enjeux.

Pour ceux qui détiennent des emprunts grecs, le pire scénario serait celui d'un défaut de paiement brutal, à la manière de ce qu'avait fait l'Argentine en 2002. La Grèce risquerait alors d'être boycottée par les marchés financiers, et d'être exclue de l'eurozone. Un tel précédent affecterait également l'attitude des marchés à l'égard d'autres pays jugés « à risques » et l'image de l'euro comme monnaie stable.

Autre scénario, celui d'une restructuration de la dette, c'est-à-dire en imposant aux créanciers de renoncer à une partie des sommes dues ou d'accepter un échelonnement des remboursements. Cette dernière variante, dite douce - rejetée officiellement pendant très longtemps afin de ne pas inquiéter les marchés, est envisagée depuis quelques jours par Jean-Claude Juncker et d'autres « menteurs qui nous gouvernent ». Quant à la variante dure - éponger une partie de la dette - qui continue à être présentée comme exclue, elle est la plus probable à moyen terme aux yeux des observateurs spécialisés, car le volume de la dette est tenu pour trop important pour qu'elle puisse être intégralement honorée.

« Si j'étais un dirigeant européen », a expliqué au Figaro Philip Hall, gérant d'un hedge fund, « d'abord je n'irais publiquement qu'une telle solution est étudiée. » Selon l'expert, il conviendrait de laisser discrètement chuter les cours pour aboutir d'autant plus facilement à un accord à l'amiable : « cela permettrait à Athènes d'organiser un rachat de sa dette à prix discount au-

près des investisseurs qui veulent s'en débarrasser ». Un des intérêts de cette solution : les citoyens de l'eurozone ne seraient pas seuls pour éponger les dettes, mais les investisseurs et banques ayant pris le risque de prêter à des Etats exposés à des risques devraient contribuer. La réticence des dirigeants européens et de la banque centrale est néanmoins compréhensible, car ils ont toujours affirmé que les dettes publiques en zone euro sans distinction étaient des actifs sans risques. En effet, une fois ce credo entamé, qui - à part l'Allemagne - bénéficierait encore des taux de crédit favorables dont les finances publiques de l'eurozone ont profité durant une décennie ?

Restructurer et punir

Pour le moment, la position européenne est que l'ensemble de la dette grecque pourra à terme être remboursée, qu'en attendant, les pays partenaires renfloueront le pays, mais qu'en échange Athènes adoptera de sévères programmes de réduction de la dette. Or, mis à part le fait que les analystes estiment que l'eurozone joue la montre, l'austérité infligée à la Grèce est injuste et contre-productive. Le surendettement n'a en effet pas profité aux salariés grecs, mais c'est eux qui devront accepter une baisse du pouvoir d'achat.

Champion autoproclamé de l'Europe sociale, Jean-Claude Juncker n'hésite en effet pas à mettre l'accent sur les économies à faire, plutôt que sur une augmentation des impôts sur les revenus et les fortunes élevés. Il insiste encore sur la nécessité de privatisations, une vision qu'il partage avec le lectorat chau-

Gauche ou droite ?
Face à la crise de l'euro,
la politique économique
européenne ne pourra
plus suivre la voie du
milieu. Un accident est
vite arrivé.



PHOTO : JESSICA THEIS

vin de la Bildzeitung et les multinationales sans scrupules qui comptent profiter du bradage des compagnies publiques. Car d'un point de vue économique, les privatisations ne contribuent pas à dynamiser l'économie grecque, ce qui devait pourtant être le premier objectif d'un programme visant à rendre des marges de manoeuvre à l'Etat grec. Si le remède de cheval européen conduit à une dégradation des infrastructures et services publics, à une paupérisation, à une déqualification de la main d'oeuvre et à un climat hostile aux investissements, il aura été pire que le mal.

De surcroît, en Grèce, la résistance populaire face aux injustices perçues et réelles des mesures imposées par l'eurozone est forte. Même si elle pouvait être surmontée dans l'immédiat, un programme d'austérité sur de nombreuses années déstabiliserait la société et la politique grecque. Or un pays tombé dans le chaos sera mal placé pour rembourser ses dettes. Alternativement, l'Europe serait amenée à sanctionner une mise au pas de l'opposition qui risque d'être bien plus brutale que celle effectuée par Margaret Thatcher dans les années 80.

La Grèce, fille prodigue

Enfin, si les partenaires de l'eurozone n'assouplissent pas leur position en matière de restructuration et d'austérité, la sombre perspective offerte au gouvernement grec l'amènera peut-être à initier lui-même sa sortie de l'euro - ce qui ne déplairait pas à certains. Un coup d'arrêt au renflouement soulagerait en un premier temps les budgets des pays comme l'Alle-

magne - jusqu'à ce que les banques allemandes ayant investi en Grèce ne demandent à être renflouées à leur tour. Car la sortie de l'euro doit permettre une dévaluation de la devise grecque, combinée à une cessation de paiement pour les emprunts en euros, ce qui laisserait à la Grèce une chance de gérer elle-même sa sortie de crise.

Se poserait alors également la question de l'attitude des marchés financiers envers les autres pays à risque et envers l'euro en général. Une fois le tabou de la sortie brisé, les pays aux finances solides, Allemagne en tête, seraient tentés de « refaire l'euro » sur de nouvelles bases - et d'en exclure un certain nombre de pays. L'effet sur le processus de construction européenne serait désastreux. En effet, la monnaie commune, comme la libre circulation, est perçue par les populations comme l'un des rares succès concrets de l'Union européenne. Et c'est l'euro qui devait, dans le chef de ses architectes, inciter à un renforcement de l'Union politique. Sa disparition en tant que projet à dimension continentale porterait

un coup fatal à la poursuite de l'intégration politique.

Y a-t-il des alternatives ? La situation est tellement compromise, les orientations politiques restent tellement libérales et nationalistes, qu'on peut en douter. Ce qu'il faudrait, ce serait un programme de reconstruction de l'économie grecque, comportant certes des économies et des « assainissements », mais aussi une perspective de redémarrage économique. Il faudrait pour cela négocier avec l'ensemble des acteurs politiques grecs, et aussi avec la confédération européenne des syndicats - qui tient ces jours-ci son congrès à Athènes, critique le libéralisme ambiant, mais souligne aussi l'importance de l'« autonomie tarifaire ». De telles négociations seraient coordonnées par un gouvernement économique européen. Qui devrait faire preuve de volontarisme en prenant l'argent là où il est - entreprises et banques font en effet à nouveau des profits - et en mettant un terme à l'évasion fiscale et donc au secret bancaire.

Clairement, plutôt que de calmer les marchés et de « punir les mauvais

élèves », l'Europe devrait s'attacher à rattraper les omissions des quinze dernières années. Un espace monétaire n'est stable que s'il y a convergence des conditions économiques et sociales, ce qui demande des politiques volontaristes. Et donc une mise en place d'institutions et d'espaces de décision politiques conséquents. Ni le traité constitutionnel, trop imprégné de laisser-faire, ni le récent « pacte euro plus », ordolibéral plutôt qu'interventionniste, ne répondent à ce signal. Pouvait-on faire plus ? Ce n'est pas certain, mais ce qui a été fait se révèle insuffisant.

C'est bien une certaine forme de pragmatisme politique qui est en cause. Non pas parce qu'elle conduit à mentir pour la bonne cause, mais parce qu'en empêchant de faire avancer courageusement le projet européen, elle risque désormais d'être la cause d'un grand bond en arrière.